



uadersns

de l



Josep Maria Terricabras

1

La Catalogne. Nation et nationalisme

Conferència donada al Centre Català de Luxemburg
el 19 de setembre del 2002
dins el cicle « Visions de Catalunya »

Presentació

Amb aquest primer número de Quaderns del CCL encetem una nova activitat del Centre Català de Luxemburg destinada a difondre alguns documents relacionats amb el nostre centre. Pensem que aquests reculls de conferències que hem organitzat i d'articles d'opinió de persones vinculades amb la nostra associació poden tenir interès tant per als nostres socis i amics com per aquelles persones que volen saber què fem els catalans de Luxemburg i com alguns de nosaltres veiem les qüestions del nostre país.

Comencem els Quaderns amb la primera transcripció d'un cicle de conferències que el CCL va organitzar durant el curs 2002-2003 sota el lema de "Visions de Catalunya" i que va aplegar a Josep Maria Terricabras, Xavier Bru de Sala, Xavier Rubert de Ventós i Albert Branchadell. Tots ells van fer aportacions molt valuoses a un debat que, en aquells moments de radicalització del "problema català", ens van il·lustrar molt sobre com es veia la qüestió de la identitat nacional a Catalunya. Ens ha costat posar en marxa aquesta iniciativa editorial i per això podria semblar que els discursos que ens van fer els nostres convidats ja no són d'actualitat. Nosaltres no pensem pas així, més aviat el contrari, i creiem que és un moment particularment dolç, amb la revisió de l'Estatut en marxa, per a reflexionar amb profunditat sobre el tema del futur polític dels catalans.

Presentem en aquest Quadern número 1 la transcripció de la conferència de Josep Maria Terricabras, feta per Mateu Turró i aprovada per l'autor, que és una bona mostra de la validesa de les consideracions que es van fer ara fa dos anys i que ara volem fer conèixer amb aquesta modesta publicació.

Xavier Valeri
President del Centre Català de Luxemburg

Novembre del 2004

Je vais parler d'abord de la nation et puis du nationalisme. Pas du point de vue historique ou politique, mais philosophique, conceptuel car ce qui intéresse vraiment ce sont les idées.

Je vais commencer par développer l'idée de nation. Évidemment je vais le faire depuis la perspective d'un Catalan. Vous savez, être catalan est vraiment très fatigant. Il faut tout le temps donner des explications. Les étrangers vous demandent tout le temps : « Êtes-vous catalan et pas espagnol ? » « Votre langue est l'espagnol ? » « Le catalan ? Mais ça c'est un dialecte, ce n'est pas une vraie langue... » Pourquoi c'est comme ça ? Parce que nous, les Catalans, ne sommes pas reconnus comme un peuple, même en Espagne. Voilà la principale difficulté pour expliquer notre situation et pourquoi il faut expliquer tellement souvent des choses que pour nous sont tellement évidentes.

Les Anglais, les Français, vous mêmes les Luxembourgeois, vous n'avez pas ces problèmes. Mais nous devons dire et répéter continuellement que nous sommes une nation depuis un millier d'années, parce qu'il nous faut continuellement revendiquer notre position politique en Espagne. Et c'est fatigant...

Mais vous me direz : comment savez-vous que vous êtes une nation ? C'est simple : nous le savons exactement de la même façon que le savent les gens de toutes les nations. Nous sommes un groupe de 11 millions de personnes qui partagent une histoire, des traditions, des lois, une langue - ceci est très important -, une gastronomie et surtout une volonté de nous identifier les uns avec les autres comme appartenant à un groupe spécial. La langue, comme je l'ai déjà dit, est un élément important. En Espagne on parle catalan en Catalogne, mais aussi à Valence, aux Baléares, et on le parle aussi en Andorre et, dans l'État Français, au Roussillon. L'ensemble des habitants de ces régions représente quelque 11 millions de personnes. On peut dire que, dans ces zones, tout le monde ne parle pas catalan. C'est vrai, mais il est aussi vrai pour tous les autres pays. Les 80 millions d'habitants de l'Allemagne ne parlent pas tous l'allemand. Et certainement les 450 000 habitants du Luxembourg ne parlent pas tous le luxembourgeois. Les statistiques sont comme ça. Il faut les utiliser de la même façon partout. Mais c'est indiscutable que pour ces quelque 11 millions de personnes, le catalan est une langue propre, comme le luxembourgeois chez vous. Si l'on compare ce chiffre à ceux relevés, selon les mêmes critères, dans d'autres parties d'Europe, le catalan est la 7^{ème} langue la plus répandue de l'Union Européenne. Ce fait est intrinsèquement lié à une culture et à des traditions qui remontent à plus de mille ans et qui nous distinguent de nos voisins.

Quel est donc le problème pour que ce groupe aussi nombreux ne soit pas satisfait de sa situation politique actuelle ? La source du problème se situe principalement au niveau du gouvernement espagnol, qui joue très fortement avec un argument qu'il applique aux nations de l'Espagne : c'est de dire qu'elles sont dangereuses car leur nationalisme est une source d'exclusion. On peut évidemment avoir une vision exclusive du fait national. Mais on pourrait aussi avoir une vision horrible des pères de famille, parce qu'il y en a

d'épouvantables; mais heureusement ceci n'est pas habituel. Effectivement il y a des gens qui conçoivent la nation comme quelque chose de très rigide, biologique, ethnique. Ils voient le fait d'appartenir à une nation d'une manière très restrictive, avec une approche même génétique. Mais celle-ci n'a jamais été la vision de la Catalogne. Elle a toujours eu une vision nationale culturelle et politique, basée sur la tradition, la langue et la volonté des gens.

Dans la présentation, Mateu Turró présentait déjà la question nationale comme un problème d'identité. Comment peut-on expliquer ce qu'est l'identité nationale? C'est un sujet important pour les nations sans états, mais aussi pour des petits pays comme le Luxembourg. Comment peut-on définir l'identité? Si je vous montre une photo de moi quand j'avais 5 ans, votre première impression sera de surprise. Vous direz : comme il était différent ! Mais après ça, vous n'aurez pas de problèmes à accepter que ce Terricabras d'il y a 50 ans est le même que celui qui vous parle, qu'il n'est pas une autre personne. On comprend le concept d'identité si on accepte que les deux personnages, celui de la photo et celui qui est devant vous ne sont pas une copie, ils sont différents, mais ils sont la même personne.

L'identité se construit avec le temps. La personne change, mais elle garde des éléments que la rendent « identifiable ». Si quelqu'un de 70 ans vous dit qu'il est exactement le même que quand il avait 17 ans, vous penserez qu'il a un problème. Et si c'était vrai, ce serait monstrueux... On peut vraiment changer et maintenir l'identité parce que l'identité se construit avec le temps. Moi je peux m'identifier avec l'enfant de la photo, avec le jeune homme qui voulait devenir philosophe, avec mes échecs et mes réussites. Les personnes s'identifient avec leur histoire, même si elle est très dramatique. Je ne peux pas imaginer l'identité comme quelque chose d'immuable, de fixe.

L'identité historique se bâtit avec le temps. Si ceci est vrai pour une personne, ce devrait l'être aussi pour un groupe de personnes, pour un pays. On ne peut pas imaginer que toutes les personnes qui reconnaissent être des Catalans ou des Allemands ou des Luxembourgeois, pensent d'une façon pareille, vivent de la même façon, croient aux mêmes choses. Peut-on donc parler d'identité, même si les gens sont très différents? Oui, on peut le faire s'ils s'identifient entre eux. L'identité d'un collectif n'est pas déterminée par des éléments qui se répètent, mais, suivant une idée développée par Wittgenstein dans le contexte de la linguistique, par le fait d'avoir un « air comme de famille ». Les membres d'un groupe s'identifient parce qu'ils ont cet air de famille. C'est le même phénomène qui vous porte à reconnaître un gamin dans la rue comme étant le fils de quelqu'un que vous connaissez bien ou la belle fille que vous voyez pour la première fois comme appartenant à la famille de vos voisins. Comment le sait-on ? Ce n'est pas évident de le définir, mais on le sait. Évidemment il y a des cas où toute une famille partage des traits très distincts, même des défauts physiques. Mais ce n'est pas, en général, un seul élément qui donne l'air de famille, mais toute une série de caractéristiques difficiles à préciser mais qui globalement font ressortir cette « identité ». C'est une conjonction de plusieurs éléments. Tous sont différents mais ils partagent des éléments qui leur donnent cet air de famille.

L'air de famille est, à mon avis, la meilleure formule pour comprendre sans essentialisme la notion de nation. Si pour appartenir à une nation il fallait avoir des caractéristiques très rigides, alors il serait impossible de bâtir une nation. Personne n'y pourrait entrer ou sortir. Cette vision serait certainement trop exclusiviste. Si la nation était composée de membres ayant beaucoup de choses en commun, alors elle serait plutôt un club ou une élite. Ce n'est pas comme ça que je comprends le concept. La nation doit être ouverte, comme une famille. Les familles reçoivent de nouveaux membres, des gens qui se marient avec les membres de la famille, et des enfants qui arrivent. Quelques-uns vont même devenir plus engagés avec la famille que les anciens membres. La famille peut aussi perdre des membres. Il n'est pas inhabituel de voir des gens qui abandonnent l'entourage familial parce qu'ils n'aiment pas le style de la famille. C'est cette formule de famille ouverte qui permet d'expliquer le mieux ce qu'est une nation. C'est une définition qui n'est pour rien essentialiste ni exclusiviste, mais adaptée à un avenir qui se présente très changeant, multiculturel. L'air de famille entre ceux qui appartiennent à une nation existe et nous nous reconnaissons comme des Catalans, des Français, des Luxembourgeois qui intègrent une nation.

Qu'est-ce donc le nationalisme, si on a cette vision de nation? Ici il est intéressant de réfléchir sur une idée assez répandue. M. Mitterrand, ancien président de la République Française l'a dit dans un discours très reproduit : « Le nationalisme c'est la guerre ». C'est une expression très forte. Il n'a pas dit « quelques nationalismes », il a dit que le nationalisme signifiait la guerre. C'est bizarre, parce que je ne connais pas de pays européen plus nationaliste que la France. J'ai vu à la télé française un entretien avec le joueur de football Karambeu, que se disputaient à l'époque le Real Madrid et le F.C. Barcelona. C'est un jeune homme, dans la trentaine, mais qui n'a certainement pas 50 ans. Il vient de la Nouvelle Calédonie, mais il a reconnu à la télévision française qu'il devait parler à l'école de « nos ancêtres les gaulois ». C'est formidable, incroyable ! Quand on est tellement nationaliste on peut tomber facilement dans le ridicule.

Ce que les enfants de la Martinique, de la Corse ou du Roussillon doivent toujours dire en France sur ses ancêtres est certainement amusant. Mais que le Président du même pays dise, en même temps, que le nationalisme mène à la guerre, c'est vraiment extraordinaire. Pourquoi ça ? L'hypothèse la plus logique c'est de dire que le président d'un pays très fortement nationaliste ne voit que le nationalisme des autres. Parce que, pour un grand pays, le nationalisme est acquis, ce sont les lunettes à travers lesquelles il voit tout. Il ne voit pas les lunettes, il voit à travers les lunettes. C'était si naturel pour Mitterrand que tout soit français et que la France soit le meilleur endroit du monde qu'il ne se rendait même pas compte de son nationalisme. Et c'est la même chose pour les Allemands pour qui « Deutschland über alles ». C'est la nature des choses, la volonté de Dieu. Ce sont seulement les Catalans, ou les Corses, ou les Bretons qui sont méchants, parce qu'ils veulent changer les choses... Les grands pays n'ont pas honte d'être très nationalistes, mais

quand ils voient un pays sans représentation à niveau étatique qui veut être un peu nationaliste, alors il est méchant... c'est la guerre.

J'ai donné l'exemple de la France, mais c'est la même chose pour les autres pays européens, même certainement pour les petits pays comme le Luxembourg. C'est pour ceci qu'à Nice, dans les discussions du Conseil Européen, il y a eu un terrible marchandage de votes et les États membres ne sont pas parvenus à un accord pour le futur de l'Europe élargie. On verra si finalement on arrive à dessiner une Europe dans laquelle le rôle des États laisse un peu de place à l'Union et aussi aux « régions », en particulier celles comme la Catalogne qui ont une volonté d'y participer avec sa propre voix.

Mais ceci va être difficile parce qu'il y a une approche très négative de la part de la plupart des leaders politiques européens. En particulier M. Aznar n'a pas résolu une question de fond. Pour lui la démocratie, telle qu'il la comprend, vient d'abord, et le nationalisme vient après. C'est pour ceci qu'il a totalement échoué au Pays Basque. Il veut que les Basques soient d'abord démocrates et après ils pourront défendre leur nationalisme. Mais les choses ne fonctionnent pas comme ça dans les pays démocratiques du monde. Dans la Constitution espagnole, l'article premier dit que c'est la nation espagnole qui décide de se conférer une loi fondamentale et après vient le reste. C'est pareil pour la Constitution française. Ce sont des nations qui décident de se constituer en royaume ou république ou garantir certains droits à ses membres. Mais le sujet de décision c'est la nation, une nation qui avait une existence préalable à la formulation constitutionnelle.

En Espagne, après la mort de Franco, on s'est réuni pour élaborer une nouvelle constitution. Qui l'a faite ? Les instances politiques. La gestation a été difficile, car les militaires avaient encore une voix très forte. Mais c'est évident qu'on ne peut pas dire que c'est la démocratie qui a fait la constitution espagnole, car l'Espagne n'était pas encore démocratique. C'est donc un sujet qui parle à travers elle. Ce sujet est le premier élément de la charte. Et ce sujet pourrait dire que ce qu'il veut c'est la révolution, ou Hitler... et pas nécessairement une démocratie. Mais qui a été le sujet qui parle à travers la constitution et qui a imposé le modèle démocratique ? Dans l'article premier c'est clairement établi que c'est la « nation espagnole ». Dans la Constitution espagnole, comme dans les constitutions des grands pays démocratiques du monde, c'est donc la nation qui a la prééminence sur le modèle politique et non le contraire, comme défendu par M. Aznar dans sa lutte contre le nationalisme « des autres ».

Mais dans le cas espagnol, c'est précisément la définition de « nation espagnole » qui pose problème, car elle semble défendre un État mononational face à une réalité plurinationale. Les Basques, les Catalans, doivent donc accepter d'être espagnols. Quand M. Aznar dit aux Basques que toutes leurs revendications seront accomplies dans la constitution, il entre dans une contradiction, car la revendication des basques c'est qu'ils veulent une constitution plus large, plurinationale. Si la constitution, dans son article premier, disait que la nation castillane, la nation basque, la nation catalane...

décident, alors elle serait une constitution plurinationale. Ce serait une constitution qui aurait un respect pour la langue, la tradition, la culture des nations castillane, basque, catalane... Mais si c'est seulement une nation qui parle, les autres ne se sentent pas représentées par cette loi. Le nationalisme c'est donc la guerre ? Le nationalisme hégémonique est peut-être dangereux. Mais pas un nationalisme qui est basé sur l'air de famille. Dans une famille, si c'est le père qui décide tout le temps la chose ne va pas fonctionner. Quand les enfants commencent à grandir, qu'ils deviennent des adultes qui habitent toujours à la maison, si le père était toujours le seul à parler, à décider, la situation serait drôle ou tragique. Les membres de la famille qui ont leurs propres moyens, leur propre critère, veulent avoir une voix et intervenir dans les décisions qui les affectent.

Ce que je présente ici ne veut pas dire que l'affirmation nationale doit amener inéluctablement à l'indépendance. Elle est liée à la souveraineté. Un petit garçon peut devenir autosuffisant quand il atteint les 18 ans et même avant. Mais il ne faut pas qu'il abandonne la maison pour être souverain. La nation catalane pourrait parfaitement être souveraine tout en restant dans la maison commune espagnole. Elle pourrait être une nation dans un état plurinational. Le nationalisme n'est donc pas la guerre. Il peut être, par contre, une formule pour régler les relations parfois difficiles et les intérêts divergents des membres d'une communauté. Dans la communauté espagnole il y a des membres qui s'identifient à un groupe et d'autres que ne s'y identifient pas. Peut-on les forcer à se sentir membres de ce groupe, à en accepter les règles qu'ils ne considèrent pas valables, à se taire ?

Je ne crois pas que le nationalisme soit la guerre. Il est plutôt la forme la plus naturelle de vivre. La plupart des gens en Europe vivent dans des nations, mais ils ne se sentent pas nationalistes parce que pour eux le nationalisme est un acquis, ils n'ont pas besoin de s'en soucier, car ils se sentent représentés d'une façon adéquate. Je suis un nationaliste, mais pas dans l'abstrait, je suis un nationaliste catalan. J'ai vécu 6 années en Allemagne. Là je ne pouvais pas être nationaliste. Ça aurait été idiot. Les Allemands n'ont pas besoin d'être nationalistes. Et quand ils le sont, cela devient dangereux. Mais les Allemands ne sauraient que revendiquer en défense de leur identité. Je suis nationaliste en Catalogne et en Espagne parce que je pense qu'il faut défendre que la Catalogne puisse s'exprimer de sa propre voix dans le monde. Probablement en concordance avec les autres voix et non contre elles. Mais j'ai certainement envie de ne pas être nationaliste. J'aimerais bien que les conditions en Espagne ne me forcent pas à l'être.

Permettez-moi un exemple. Je suis féministe parce que je crois que les femmes ne sont pas encore parvenues à avoir des conditions d'égalité avec les hommes, mais, le jour où ceci arrivera, je ne serai plus féministe. Et je suis écologiste quand je vois que la nature est en danger. Mais s'il n'y avait pas de risques pour la nature ce serait absurde d'être écologiste. Je suis nationaliste comme une expression civique et politique qui défend les droits d'un collectif sans mettre en cause les droits des autres collectifs. Quand ces droits seront acquis je ne serai plus nationaliste.

Mais ceci est difficile, car les grands États, et l'Espagne en particulier, ne veulent pas donner des droits aux nations qui sont occupées ou dominées. La raison en est que le pouvoir est limité. Il n'est pas comme l'amour, qui peut être sans limites. Nous pouvons aimer toujours plus, à l'infini et éternellement... mais ce n'est pas du tout pareil avec le pouvoir. Si j'ai le pouvoir de décider l'heure de fermeture de cette salle, ceci veut dire que quelqu'un d'autre n'a pas ce même pouvoir. Le pouvoir est excluant. C'est pour ça que les États plurinationaux sentent que s'ils donnent du pouvoir aux nations qui les intègrent, ils le perdent. Comme, dans la famille, lorsque les parents autorisent les enfants à décider à quelle heure ils doivent rentrer à la maison. Une fois les enfants décident, les parents n'ont plus rien à dire là dessus.

Le désir de concentration de pouvoir est terriblement fort. Ceux qui ont le pouvoir ont beaucoup de peine à le laisser. Il y a quelques mois je discutais avec un vieil homme à Barcelone, il était anarchiste et il me disait qu'il espérait voir l'anarchisme s'imposer avant de mourir. Je lui ai dit qu'il y avait deux alternatives : soit il vivrait 300 ans ou il y avait un changement politique dans le monde que je n'arrivais pas à voir. Le pouvoir est bien établi dans le monde. Je ne suis pas contre le pouvoir. Il est nécessaire pour établir une structure de relations. Sans pouvoir il n'y aurait pas de relations et la société ne fonctionnerait pas. Je le vois à l'Université. Je suis un professeur moderne, même progressiste, mais il faut que mes élèves passent les examens. Ça c'est le pouvoir. Et dans la famille le pouvoir vient en bonne partie de la capacité ou de l'incapacité d'apporter de l'argent à la famille. Mais la façon la plus belle de gérer le pouvoir c'est de le partager. Le pouvoir distribué, répandu, c'est formidable parce qu'on se protège, on se regarde l'un l'autre et on ne fait pas les bêtises que permet sa concentration excessive.

C'est pour cela que l'Europe du futur doit être consciente de l'existence de la réalité des petites nations qui jusqu'à aujourd'hui n'ont pas eu une présence forte dans la politique européenne. Avec M. Giscard d'Estaing comme président de la Convention pour l'Europe, mon espoir est petit. J'ai de la sympathie pour lui...mais il a les lunettes de ceux qui n'ont pas besoin de défendre leurs nations. Mais si on ne résout pas les revendications des nations sans État, l'Europe va tomber dans les mêmes problèmes que les États plurinationaux, comme l'Espagne. La Convention offre une opportunité formidable. Il y a beaucoup de personnes en Espagne et en Europe qui veulent sauver le passé, garder ou même ressusciter le pouvoir des grands États du passé. Mais ce qu'ils veulent revivre est une histoire pleine d'injustices, pleine de préjudices contre les petits groupes, les petites nations. Je préfère dépasser le passé. Je suis plus intéressé par un avenir de dialogue, de liberté, de respect de tous envers tous. Ceci est seulement possible si tous sont présents autour de la table pour dialoguer, si tous sont respectés comme ils méritent et le veulent. On ne peut pas construire l'Europe que je désire sous la force de l'autorité. L'Europe du futur, et ce sera une apportation au monde face aux États-Unis, sera l'Europe de la culture, de la tolérance, de la capacité de dialogue, de la présence de tous. Elle ne peut

donc pas être un pouvoir imposé. C'est ce que beaucoup d'Européens voulons et réclamons. C'est ce que la majorité de Catalans désirons et méritons d'avoir.